



**PRÉFET
DE LA LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

DSSP-025-328

**Direction départementale
de la protection des populations
Service environnement et prévention des risques
Guichet unique**

**Arrêté n° 242-DDPP-25 portant modification des conditions d'exploitation
Société IBC42 SAS à SAINT-ETIENNE**

Le préfet de la Loire

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu le décret du 11 janvier 2023 nommant monsieur Alexandre ROCHATTE, préfet de la Loire ;

Vu l'arrêté préfectoral du 6 mars 2024 portant délégation de signature à Monsieur Pierre Cabridenc, directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

Vu l'arrêté n° 212-DDPP-25 du 2 juillet 2025 portant subdélégation de signature pour les compétences générales et techniques ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire n°384-DDPP-24 du 14/11/2024 portant autorisation de l'exploitation par la société IBC42 SAS d'une installation de fabrication et de reconditionnement de grands récipients vrac située 9 Esplanade Bénévent sur la commune de Saint-Etienne ;

Vu le dossier de porter à connaissance des modifications des conditions d'exploiter de l'installation déposé par la société IBC42 SAS le 29/04/2025 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 4 août 2025

Vu le projet d'arrêté préfectoral transmis par courrier recommandé

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du projet susvisé ;

Considérant le projet de création d'une voie de desserte du Plateau des Halles, présenté par Saint Etienne Métropole, déclaré d'utilité publique ;

Considérant que ce projet a pour conséquence la cession d'une partie des terrains exploités par la société IBC42 SAS pour ses activités de fabrication et de reconditionnement de Grands Récipients Vrac ;

Considérant que les modifications des conditions d'exploitation de l'installation consistent ainsi en :

- Réduction des distances de l'installation par rapport aux limites de propriétés, portées à 10 m au minimum ;
- Modification partielle des accès au site pour les collaborateurs et le SDIS ;
- Suppression du parking VL situé au Sud afin de permettre une meilleure circulation des PL ;

- Déplacement du poste de livraison électrique ;
- Ajout d'une vanne pompier accessible par le SDIS ou autres depuis l'extérieur du site en cas d'incident survenant sur la voirie publique ;
- Établissement d'une convention d'entretien et de maintenance avec SEM concernant les équipements devenant publics : poteaux incendie, piézomètres, gestion des eaux pluviales de voirie et des réseaux eaux usées ;

Considérant qu'en application de l'article R 181-46 du Code de l'environnement, « Est regardée comme substantielle, au sens de l'article L. 181-14, la modification apportée à des activités, installations, ouvrages et travaux soumis à autorisation environnementale qui :

1° En constitue une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale en application du II de l'article R. 122-2 ;

2° Ou atteint des seuils quantitatifs et des critères fixés par arrêté du ministre chargé de l'environnement ;

3° Ou est de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 » ;

Considérant que les modifications projetées n'entraînent aucune évolution des activités et aucune extension du périmètre géographique ;

Considérant en conséquence qu'elles ne relèvent pas du cas 1° de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ;

Considérant que la réduction du périmètre d'exploitation entraîne :

- la réorganisation des accès au site et des parkings ;
- la sortie des flux thermiques 3kW/m² générés par l'incendie du stockage extérieur, à l'Est sur une distance d'environ 5 m ;
- la zone concernée par ces flux thermiques est une voirie privée située entre l'installation exploitée par IBC SAS et l'installation voisine exploitée par Novasco ;

Considérant qu'en l'absence de modification des activités, il n'est pas attendu d'effets supplémentaires de l'installation sur l'environnement ;

Considérant en conséquence que les modifications projetées ne relèvent pas non plus du 2° et du 3° de l'article R. 181-46 du Code de l'environnement ; et ne sont donc pas substantielles ;

Sur proposition du directeur départemental de la protection des populations de la Loire ;

ARRETE

Article 1^{er}- Identification

La société IBC42 SAS (SIRET 33809201800021) dont le siège social est situé à 6 chemin des Giraudières 42800 RIVES-DE-GIER autorisée à exploiter une installation de fabrication et de reconditionnement de Grands Récipients Vrac sur le territoire de la commune de SAINT-ETIENNE à l'adresse suivante 9 Esplanade Bénévent, est tenue de respecter, dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions des articles suivants.

Article 2 – Modification de la distance aux limites de propriété (article 1.5 de l'arrêté du 14/11/2024 sus-visé)

L'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de l'établissement.

Article 3 – Gestion des eaux pluviales

Les modalités de gestion des eaux pluviales prescrites par le chapitre 3.2 de l'arrêté du 14/11/2024 sus-visé sont inchangées. Les eaux pluviales de la voirie devenue publique restent collectées et traitées par les ouvrages existants sur l'emprise d'IBC42 SAS.

Une convention est établie entre IBC42 SAS et Saint-Etienne-Métropole afin de préciser les rôles respectifs des 2 entités en matière d'entretien, de responsabilités, de maintenance des réseaux de collecte. Cette convention est transmise à l'inspection des installations classées dans les 3 mois suivant la cession effective des terrains concernés.

Article 4 – Procédure en cas d'accident ou d'incident

En cas d'incident ou d'accident sur la voirie, entraînant un déversement d'effluent aqueux et/ou l'utilisation de moyens d'extinction, la vanne d'isolement permettant de contenir les eaux sur l'installation doit pouvoir être actionnée depuis la voie publique.

Article 5 - Publicité

Conformément aux dispositions du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de Firminy et peut y être consultée. Un extrait du présent arrêté sera affiché en mairie de Firminy pendant une durée minimale d'un mois.

Le maire de Saint-Etienne fera connaître par procès-verbal, adressé à la Direction départementale de la protection des populations, l'accomplissement de cette formalité.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société.

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans la Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 6 - Délais et voies de recours (Art.514-6 du code de l'environnement)

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de LYON, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

1° par la société IBC 42 SAS dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement des installations présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans

le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.


Tout recours administratifs ou contentieux doit être notifié à l'auteur de la décision (M. le préfet de la Loire - Direction départementale de la Protection des Populations - 10 rue Claudius Buard 42014 Saint-Étienne Cedex 2) et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du code de l'environnement).

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation ou d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L. 213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Lyon.

Article 7 - Exécution

Le Secrétaire général de la Préfecture, le Directeur départemental de la protection des populations de la Loire, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) chargé de l'Inspection des Installations Classées, le maire de Saint-Etienne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté.

Saint-Etienne, le 29 août 2025

Pour le Préfet
et par délégation
Le Directeur Départemental
de la Protection des Populations
 Pierre CABRIDENC

Copie :

- Société IBC 42
- Dreal UiD42
- Mairie de Saint-Etienne
- Archives
- Chrono